

COMMUNIQUÉ : 28 juin 2005 – 11H

Occupation de l'ANRU par la Coordination Anti-démolition des Quartiers Populaires d'Ile-de-France : **Point presse** (sur place 69 bis rue de Vaugirard)

Une centaine d'habitants de quartiers HLM de la région parisienne en voie de démolition ont envahi le siège de l'ANRU (agence nationale pour la rénovation urbaine) 69 bis rue de Vaugirard, Paris 6^e, pour exiger de véritables négociations par quartier prenant en compte les revendications des habitants.

Cette initiative fait écho à la manifestation du 11 juin à Bron, qui avait réuni les représentants d'une quinzaine de quartier HLM devant être détruits, et aux deux journées de débats à Montpellier dans le quartier du petit Bard, où les habitants sont en lutte depuis un an.

La coordination, avec le soutien des associations signataires lancera d'autres initiatives et actions dans les semaines et les mois à venir.

Coordination: Collectif des Habitants de La Coudraie (78 Poissy), Amicale (CNL) 3F Gennevilliers (92), Amicale des Aviateurs CNL (94- Orly), Un Toit Pour Tous Sartrouville (78), Quartier du Noyer Doré (92-Antony), DAL de Clichy sous Bois (93), DAL Les Mureaux (78), Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville (94), Amicale des locataires de la Dounière (91 Les Ulis), Amicale des gentianes (92 Asnières),Collectif de soutien des mal logés de Bondy (93), Nanterre, Bagnolet, Epinay..Σ..

Soutenue par: la LDH (IdF et fédération 78); le DAL; la CNL; Stop Précarité; ACI; CSF 78..

Contacts: Elmas 06 20 85 20 90

Démolitions des quartiers populaires HLM : NON !!!

Les couches populaires, en particulier les habitants quartiers HLM dits " Zones Urbaines Sensibles ", stigmatisés et méprisés, ont voté très majoritairement NON au référendum.

Nous représentants de 13 quartiers populaires HLM d'Ile de France, réunis en coordination, dénonçons les politiques de renouvellement urbains :

- La parole des habitants de ces quartiers est confisquée et leurs aspirations sont bafouées.
- Ces politiques sont brutales car elles chassent les locataires de leur quartier, dans lequel ils vivent souvent depuis plusieurs décennies, et les placent dans l'isolement, souvent dans la précarité, et toujours plus loin des lieux de travail.
- Elles sont choquante car elles laissent la place à des opérations spéculatives favorisant l'installation de couches sociales plus aisées
- Elles sont indécentes, car les logements démolis sont le plus souvent confortables, grands et économiques, tandis que 3 millions de personnes sont mal-logées ou sans logis et qu'une crise grave du logement touche désormais l'ensemble du pays.
- Elles sont coûteuses, car un logement HLM démolit revient trois fois plus cher qu'un logement social construit. Elles sont financées par l'argent des salariés destinée à les loger (1% patronal) et par l'argent des contribuables au détriment des politiques de réhabilitation, de soutien à la vie des quartiers, de construction de nouveaux logements sociaux.

Nous demandons au gouvernement

- de remettre à plat les politiques de la ville et de renouvellement urbain,
- de suspendre tout projet et toute démolition de logement social,
- de privilégier les réhabilitation des logements et des quartiers populaires, s'appuyant sur la participation réelle et incontournable des locataires, afin maintenir les habitants dans leur quartier et préserver les logements sociaux.